

Konstantin Khartchev, l'avant-dernier « ministre des Cultes » en Union soviétique

YVES HAMANT

Konstantin Khartchev est une figure clé de la révision de la politique soviétique en matière religieuse à la faveur de la *perestroïka*¹. De 1984 à 1989, il a occupé la fonction de président du Conseil aux affaires religieuses près le Conseil des ministres de l'URSS et en a été l'avant-dernier titulaire. La création d'un tel organe avait été rendue nécessaire lorsque Staline avait brusquement décidé en 1943 de mettre fin à la politique d'éradication systématique de la religion et de tolérer, évidemment sous un contrôle étroit, la reconstitution des institutions religieuses. Sorte de « ministre des Cultes », le Conseil aux affaires religieuses remplissait un double rôle. D'une part, il était chargé de veiller à l'application de la législation réglementant les cultes et, ce faisant, de contenir et, autant que possible, d'entraver l'activité des organisations religieuses par des méthodes administratives, tandis que le KGB s'y employait par d'autres moyens. D'autre part, les institutions religieuses constituant un

1. Voir Yves Hamant, « Le retour du religieux dans l'espace public », in C. Ajam, A. Melot-Henry & J. R. Raviot (éd.), *URSS : fin de parti(e) : les années perestroïka*, Lyon, Fage, 2001, p. 53-59, et Yves Hamant, « La révision de la législation en matière religieuse lors de la perestroïka », *La Revue russe*, 38, 2012, p. 83-99.

corps étranger au sein du système soviétique, tant idéologiquement que juridiquement – elles n’avaient pas de personnalité juridique – il leur servait d’intermédiaire auprès des administrations auxquelles elles n’avaient pas accès. C’était un organe d’exécution qui n’avait qu’à appliquer les directives élaborées par les instances du Parti. Certes, le Conseil fournissait au Parti des informations éventuellement susceptibles d’orienter la politique de ce dernier dans un sens ou un autre², mais sa force de proposition était réduite. Le Conseil occupait une position moyenne dans la hiérarchie du pouvoir. K. Khartchev a raconté qu’avant qu’il ne soit nommé, le poste avait été proposé auparavant à l’un des secrétaires du Comité régional du Parti (*obkom*) de Sverdlovsk et que celui-ci l’avait refusé, trouvant qu’il ne correspondait pas à son rang. C’est ainsi qu’il lui avait été échu et il n’avait pu se dérober. Les observateurs considéraient qu’il n’agirait pas autrement que ses prédécesseurs.

Lors d’un colloque sur le millénaire du baptême de la Russie à l’UNESCO en juin 1988 à Paris, il m’avait laissé l’impression d’un *apparatchik* plutôt terne. Pourtant, peu de temps auparavant, venait de parvenir en Occident, grâce à une fuite, le compte rendu d’un entretien qu’il avait eu en mars 1988 avec des professeurs de l’École supérieure du Parti³. La rencontre avait un caractère confidentiel et ses propos n’étaient pas destinés à être rapportés à l’extérieur. Aussi s’était-il exprimé sans aucune précaution, sans recourir à la langue de bois. On était au contraire étonné de la crudité de son langage. Ainsi expliquait-il que, pendant la Seconde Guerre mondiale, il avait fallu « donner un os à l’Église ». Homme de l’appareil soviétique, il apparaissait en même temps capable de porter un regard lucide sur la réalité. Dans ses nouvelles fonctions, il semblait avoir découvert ce qu’il ne soupçonnait pas auparavant, à savoir la persistance du sentiment religieux, contrairement aux affirmations de la propagande. « Nous, au Parti, nous nous sommes fait piéger par notre politique d’interdictions et de limitations ». Aussi invitait-il à faire preuve de réalisme : cette situation était regrettable, mais il fallait s’en accommoder. Il plaidait par exemple pour l’autorisation de l’instruction religieuse.

2. Voir par exemple : *Rapport secret au Comité central sur l’état de l’Église en URSS*, Paris, Seuil, 1980. Il s’agit d’un rapport adressé en 1975 au Comité central du Parti communiste de l’URSS par le Conseil aux affaires religieuses. Le sous-titre en est éloquent : « Les cadres ecclésiastiques et les mesures visant à limiter l’activité de l’Église dans le cadre de la loi ».

3. *Russkaja mysl’* (Paris), 3725, 20 mai 1988. Traduction en français dans *La Croix*, 26 mai 1988.

Quand j'ai soulevé en haut lieu le problème de l'instruction religieuse, je me suis fait taper sur les doigts : « Il ne manquerait plus que ça ! Des écoles du dimanche après soixante-dix ans de régime soviétique ! Ça ne va pas la tête ? Qu'est-ce que les gens vont dire ? » Comprenez-moi bien, je suis contre les écoles du dimanche, mais il faut tout de même faire quelque chose...

En Asie centrale, il y a des centaines d'écoles coraniques clandestines. L'enseignement est moyenâgeux et véhicule une attitude d'un obscurantisme épais à l'égard du pouvoir et des incroyants⁴.

Il concluait que « la patience d'un chien battu avait des limites » et, puisqu'on ne pouvait empêcher le développement de la croyance religieuse, il fallait s'efforcer de l'orienter de telle sorte que le Parti en tire « le maximum de profit ». Sans doute était-il difficile de faire le départ, dans ses propos, entre ce qui relevait de ses convictions propres et de ce que, par habileté, il se croyait obligé de dire pour justifier, auprès de son auditoire, le changement de politique qu'il préconisait. Un an plus tard, en juin 1989, on apprenait son limogeage.

Peu après, il a raconté dans *Ogoniok*⁵, le magazine phare de la libéralisation des médias sous la *perestroïka*, les conditions dans lesquelles il avait exercé ses fonctions à la tête du Conseil aux affaires religieuses. Il évoquait son évolution personnelle et faisait état des difficultés qu'il avait rencontrées dans ses rapports avec les responsables idéologiques qui avaient finalement obtenu son éviction et il les mettait ouvertement en cause. C'était la troisième interview de K. Khartchev publiée par *Ogoniok*. Comme les précédentes, elle avait été recueillie par le journaliste et écrivain Alexandre Nejny, qui, dès que la censure avait commencé à s'assouplir, avait pris dans la presse la défense des croyants et publié de nombreux articles de fond sur la question religieuse. Dans ses deux entretiens antérieurs⁶, K. Khartchev avait principalement évoqué l'histoire des

4. *Ibid.*

5. « Tretij razgovor. Byvšij predsedatel' Soveta po delam religij pri Sovete ministrov SSSR K. M. Xarčev beseduet s pisatelem Aleksandrom Nežnym » [Troisième entretien. L'ancien président du Conseil aux affaires religieuses près le Conseil des ministres de l'URSS K. M. Khartchev s'entretient avec l'écrivain Alexandre Nejny], *Ogoniok*, 44, octobre 1989, p. 9-12.

6. « Sovest' svobodna. Predsedatel' Soveta po delam religij pri Sovete ministrov SSSR K. M. Harčev beseduet s pisatelem Aleksandrom Nežnym » [La conscience est libre. Le président du Conseil aux affaires religieuses près le Conseil des ministres de l'URSS K. M. Khartchev s'entretient avec l'écrivain

relations entre le pouvoir communiste et les croyants et traité des problèmes qui se posaient aujourd'hui en ce domaine.

De ses entretiens avec Alexandre Nejny se dégageait une image vivante de K. Khartchev, pour lequel le journaliste ne cachait d'ailleurs pas son empathie. Par la suite, depuis l'effondrement de l'URSS, K. Khartchev a donné diverses interviews permettant de compléter son portrait⁷. Il a également confié des souvenirs dans un recueil consacré à la mémoire du père Fiodor Sokolov, l'un des assistants du patriarche Pimène⁸. Grâce à Alexandre Nejny, j'ai pu à mon tour m'entretenir avec lui en 2012⁹ à Moscou.

La carrière de K. Khartchev est celle d'un *apparatchik* typique. Né en 1934 à Gorki (Nijny-Novgorod), élevé dans un orphelinat (*detdom*), il a ensuite fait des études à l'école de mousses de Riga, puis à l'École supérieure des ingénieurs de la marine de Vladivostok. Trois ans après sa sortie, il a été nommé Premier secrétaire du Comité du Komsomol du *Primorski kraï* au bord du Pacifique (avec Vladivostok pour centre administratif). Après avoir été envoyé étudier à l'Académie des sciences sociales près le Comité central, il a rempli diverses fonctions dans l'appareil du Parti à Vladivostok, notamment comme Premier Secrétaire du Comité du Parti pour la ville de Vladivostok, puis secrétaire du Comité du Parti pour le *Primorski kraï* chargé de l'idéologie. Le Parti a alors décidé de le verser au service de la diplomatie et, après une formation à l'Académie diplomatique, il a été nommé en 1980 ambassadeur

Alexandre Nejny], *Ogonëk*, 21, mai 1988, p. 26-28. « Zakon i sovest'. Predsedatel' Soveta po delam religij pri Sovete ministrov SSSR K. M. Xarčev beseduet s pisatelem Aleksandrom Nežnym » [La loi et la conscience. Le président du Conseil aux affaires religieuses près le Conseil des ministres de l'URSS K. M. Khartchev s'entretient avec l'écrivain Alexandre Nejny], *Ogonëk*, 50, décembre 1988, p. 2-5.

7. « Konstantin Xarčev, Čas gor'kix vospominanij » [Konstantin Khartchev, L'heure des souvenirs amers], in Aleksandr Nežnyj, *Komissar d'javola, Sbornik o podavlenii religii v Rossii pri Sov. Vlasti* [Le commissaire du diable, Recueil sur l'écrasement de la religion en Russie sous le pouvoir soviétique], M., Protestant, 1993. « Konstantin Xarčev, Interv'ju poslednego "ministra religij" SSSR » [Konstantin Khartchev, Interview du dernier "ministre des religions" de l'URSS], *Novyje Izvestija*, 29 décembre 2001. Mark Smirnov, « Reformator v kresle činovnika » [Un réformateur dans le fauteuil d'un fonctionnaire], *Nezavisimaja gazeta*, 17 septembre 2008.

8. Konstantin Mihajlovič Xarčev [article sans titre], in *Dar ljubvi, Sbornik vospominanij o sijašč. Fedore Sokolove* [Le don de l'amour, Recueil de souvenirs sur le prêtre Fiodor Sokolov], M., Russkij Xronograf, 2002.

9. Moscou, 29 mars 2012.

auprès de la République coopérative du Guyana, l'ancienne Guyane britannique. Il semble avoir vécu cette expérience comme un exil dû à M. Souslov¹⁰ en rappelant non sans humour que c'était un lieu de baignade. Environ deux ans avant son arrivée, le Guyana avait été le théâtre de la mort collective – suicide collectif ou massacre – d'un millier de membres d'une secte¹¹. Toutefois, K. Khartchev n'y a jamais fait allusion.

Le 15 novembre 1984, il a été nommé Président du Conseil aux affaires religieuses. Avait-il pu acquérir une quelconque expérience de ces questions dans le *Primorski kraï*? Le diocèse orthodoxe était vacant depuis 1948 et comptait moins de dix paroisses, placées sous la juridiction de l'évêque d'Irkoutsk, à plus de 2 000 km de là à vol d'oiseau. En revanche, il y existait des communautés baptistes non enregistrées et pourchassées par le pouvoir.

Après sa prise de fonction, il n'a pas dévié de la ligne de ses prédécesseurs alors même que la politique antireligieuse s'était sensiblement durcie, notamment à l'égard des croyants actifs. On ne doit pas oublier que les signes avant-coureurs d'un dégel dans la vie culturelle ne sont apparus qu'au milieu de 1986 et que la libération des prisonniers d'opinion n'a commencé qu'au début de 1987. C'est précisément vers le milieu de 1986 que K. Khartchev a opté pour une application plus souple de la législation et de la réglementation en vigueur comme il s'en est expliqué alors dans plusieurs articles publiés dans la presse. Il a également favorisé la réouverture de lieux de culte.

Il s'est particulièrement engagé dans la préparation du millénaire de l'Église orthodoxe dont la célébration devait avoir lieu en juin 1988. Si, en prévision de l'événement, l'équipe entourant le Secrétaire général Iouri Andropov avait restitué à l'Église orthodoxe le monastère Saint-Daniel à Moscou, les autorités étaient bien décidées à limiter l'ampleur de la manifestation. Comme le dira par la suite un prélat orthodoxe, on pensait alors au Patriarcat que celles-ci ne leur permettraient qu'une simple « fête de famille ». De plus, des mesures de contrepropagande étaient prévues. Lorsqu'il fut question de poser la première pierre d'une église à Moscou à l'occasion du millénaire, un membre du Politburo – il s'agissait,

10. Mikhaïl Souslov (1902-1982), entré au Politburo dès 1952, s'est vu confier sous Léonid Brejnev tout ce qui relevait de l'idéologie et a finalement rempli le rôle de numéro deux du Parti.

11. Il s'agit du suicide collectif le 18 novembre 1978 à Jonestown en Guyana de 908 membres de la secte du Temple du Peuple fondé par le révérend Jim Jones.

semble-t-il, de E. Ligatchev¹² – exclama sa réprobation : on pouvait faire cela en Pologne, mais pas en URSS ! K. Khartchev pensait au contraire que la célébration devait revêtir une portée nationale et que ce devait être l'occasion d'obtenir toute une série d'allègements dans la vie de l'Église orthodoxe. Il s'agissait de convaincre M. Gorbatchev, mais, selon K. Khartchev, celui-ci hésitait « comme un balancier », ne s'intéressait pas aux questions religieuses et n'y attribuait pas d'importance. K. Khartchev confie non sans amertume que M. Gorbatchev ne l'a jamais reçu. Il ne pouvait prendre l'initiative de lui adresser lui-même de telles propositions par la voie hiérarchique. C'était donc le patriarche Pimène qui devait écrire à M. Gorbatchev pour lui présenter ses demandes, K. Khartchev les faisant suivre de ses commentaires et les appuyant de son côté. En fait, les lettres adressées en ce sens par le Patriarche ont été élaborées au Conseil aux affaires religieuses sous la direction de K. Khartchev de concert avec les collaborateurs du Patriarche. À vrai dire, le courrier des patriarches avait toujours été rédigé sous le contrôle étroit du Conseil aux affaires religieuses, mais, à présent, il ne s'agissait pas de contrôle, mais de démarches concertées. Concernant la portée à donner à la célébration, Valentin Faline, qui était alors à la tête de l'Agence de presse *Novosti*, a agi de son côté dans le même sens. Finalement, K. Khartchev a pu obtenir que, le 29 avril 1988, M. Gorbatchev reçoive au Kremlin le patriarche Pimène et les membres permanents du Saint-Synode, à savoir les six prélats qui l'assistaient dans le gouvernement de l'Église. La rencontre, précédée par la publication d'une longue interview du patriarche Pimène dans le quotidien *Izvestia* du 8 avril 1988, a été soigneusement préparée par K. Khartchev, qui a pu ensuite se référer à cet entretien pour présenter à M. Gorbatchev une série de suggestions¹³ : réouverture d'églises, de séminaires, de

12. *Keston News Service*, 339, 10 novembre 1989, p. 17. Né en 1920, Egor Ligatchev a soutenu M. Gorbatchev au début de son action à la tête du Parti pour finir par s'opposer à la tournure prise par la *perestroïka*.

13. « Pis'mo predsedatelja Soveta po delam religij pri SM SSSR K. M. Xarčeva General'nomu sekretarju CK KPSS M. S. Gorbačeva » [Lettre du président du Conseil aux affaires religieuses près le Conseil des ministres de l'URSS K. M. Khartchev au Secrétaire Général du Comité Central du PCUS M. S. Gorbatchev], mai 1988. Archives personnelles de Mikhaïl Odintsov [Mixaïl Odincov], qui fut l'un des collaborateurs du Département des Églises orthodoxes au Conseil aux affaires religieuses. Publié sur <http://www.rusoir.ru/president/works/249> [consulté le 10 novembre 2012]. Mikhaïl Odintsov explique qu'au début des années 1990, les archives du Conseil aux affaires

diocèses, édition religieuse, création d'une émission religieuse à la radio (« pour l'étranger »). Il évoquait également le projet de loi sur la liberté de conscience alors en préparation à la suite des engagements pris par la Russie au cours de la Conférence de Vienne. Il mentionnait quelques principes essentiels à y faire figurer : reconnaissance des associations religieuses en tant que personnes morales et autorisation de l'enseignement religieux à titre privé. Il proposait également une réforme de la structure du Conseil aux affaires religieuses et, en particulier, la suppression des trois conseils qui doublaient ses fonctions en Russie, Ukraine et Arménie. En effet, l'autorité du Conseil aux affaires religieuses s'étendait à l'ensemble du territoire soviétique à l'aide d'un réseau de délégués locaux, mais, dans ces trois républiques, il existait un échelon intermédiaire entre ces derniers et le Conseil, alors qu'il n'en était pas de même ailleurs. Enfin, K. Khartchev suggérait à M. Gorbatchev la création auprès du Conseil aux affaires religieuses d'un organe consultatif rassemblant les représentants des diverses religions.

De plus, la rencontre du Kremlin a ouvert la voie à une participation des représentants de l'État à la commémoration du millénaire au cours de cérémonies civiles au théâtre Bolchoï et au Kremlin qui ont fait suite aux offices religieux. Gorbatchev n'y a pas assisté, mais A. Gromyko qui, en tant que Président du Præsidium du Soviet suprême, avait rang de chef de l'État, a reçu au Kremlin les participants aux célébrations et a répondu à leurs questions. L'écho donné dans les médias à ces diverses manifestations, le fait même de la présence de personnalités politiques ont été reçus comme un signal par la population : la religion avait cessé d'être interdite. Il s'en est produit un effet boule de neige que le pouvoir n'avait sans doute pas prévu. La population s'est tournée en masse vers la religion. Un certain nombre de membres de l'appareil politique ont commencé à s'intéresser à l'Église orthodoxe et à demander à K. Khartchev de leur faciliter des rencontres avec les prélats. Toutefois, les autorités n'avaient pas pour autant arrêté définitivement la politique à suivre. Le débat à ce sujet au sein des instances du Parti n'était pas clos. En décembre 1988, dans sa deuxième interview accordée à A. Nejny, K. Khartchev s'exprima avec plus de force que jamais, n'hésitant pas à comparer la destruction de la célèbre église du Christ-Sauveur à Moscou en

religieuses ont été en partie détruites, mais que, quelques années plus tard, un inconnu lui a remis un dossier qui en provenait et concernait le patriarche Pimène. Quelle que soit la provenance de ces documents, l'authenticité de ceux publiés sur le site mentionné ne fait pas de doute.

1931 – destruction souvent considérée comme un symbole de la lutte antireligieuse – à la catastrophe de Tchernobyl. Il expliquait, à sa façon, que l'une et l'autre avaient été « le résultat d'une des plus grossières violations de la vérité de la vie ».

Toute violence exercée sur la vie, toute tentative visant à la faire entrer dans un schéma rigide, de l'envelopper dans un dogme, toute violation des normes universelles entraînait des pertes considérables, tant spirituelles qu'économiques¹⁴.

Il dénonçait à nouveau les fonctionnaires qui s'opposaient à l'ouverture de nouveaux lieux de culte, abordait ensuite longuement les questions touchant à la modification de la législation et proposait notamment de réviser profondément les modalités de création de nouvelles associations religieuses : il convenait, selon lui, de renoncer au principe même d'autorisation (qui pouvait être accordée ou refusée) et de le remplacer par un enregistrement automatique. K. Khartchev s'insurgeait :

Si une communauté se réunit et se met à prier sans enregistrement, c'est une violation de la loi ! Mais si vous vous réunissez avec des camarades pour chanter des chansons, vous ne risquez rien¹⁵.

Après le millénaire, K. Khartchev a pu multiplier les autorisations d'enregistrement d'associations religieuses, autrement dit d'ouverture ou réouverture de lieux de culte. C'est ainsi que, pour l'année 1988, le Conseil aux Affaires religieuses a accordé plus de mille autorisations sur l'ensemble du territoire soviétique, toutes religions confondues (le nombre d'associations enregistrées au 1^{er} janvier 1988 étant alors un peu inférieur à 12 500)¹⁶. Après une difficile bataille, K. Khartchev a réussi à faire enregistrer une association de disciples de Krishna, pourchassés jusqu'alors. Il a également tenté d'obtenir la légalisation de l'Église gréco-catholique ukrainienne, interdite depuis 1946 après l'annexion de l'Ukraine occidentale par l'URSS, mais il n'a pu surmonter l'opposition des

14. « *Zakon i sovest'*... », art. cit.

15. *Ibid.*

16. Pour le nombre d'associations religieuses en URSS durant la période considérée, voir M. I. Odincov, « *Na perelome èpox : gosudarstvo i religi-oznye ob"edineniâ v SSSR. 1985-1999 gg.* » [À la charnière des époques : l'État et les organisations religieuses en URSS. 1985-1999], <http://www.rusoir.ru/president/works/246> [consulté le 10 novembre 2012].

instances du Parti, du KGB et du métropolite orthodoxe Philarète¹⁷ de Kiev.

Ce faisant, se poursuivait l'élaboration du projet de loi sur la liberté religieuse, relevant de six organismes : le Conseil aux affaires religieuses, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Justice, le KGB, le ministère de l'Intérieur et la Procuration. En outre, de sa propre initiative, K. Khartchev a entrepris de consulter les organisations religieuses à ce sujet. Un texte de compromis a finalement été mis au point. Sans doute, d'après la version dont on dispose¹⁸, était-il en deçà des propositions de K. Khartchev dans son interview de décembre 1988, du moins par le caractère vague de certaines formulations se prêtant ainsi à l'interprétation restrictive vers laquelle penchaient par inertie les différentes autorités compétentes. De plus, l'enregistrement des associations religieuses restait régi par le principe de l'autorisation. Cependant, de façon inattendue, le 8 mai 1989, la presse a annoncé que la Commission idéologique du Comité central avait demandé que le texte soit remis à l'étude. Comme le fait justement remarquer K. Khartchev, s'il était absolument nécessaire que le projet soit réexaminé par une instance du Comité central, il aurait été plus logique que ce fût par la commission juridique. On ne pouvait saboter ouvertement une décision du Politburo, commente K. Khartchev, mais on pouvait freiner son exécution. De nombreux responsables idéologiques pensaient que la démocratisation des relations entre l'Église et l'État n'était nécessaire que pour ravalier la façade, mais qu'en fin de compte, la politique antérieure l'emporterait et remettrait tout à sa place. Au même moment, Khartchev était déjà écarté du Conseil aux affaires religieuses, son limogeage étant officiellement annoncé en juin 1989.

Dès lors qu'il a appelé à appliquer les textes en vigueur dans un sens moins restrictif, K. Khartchev s'est heurté aux autorités locales, surtout aux dirigeants des régions, aux secrétaires d'*obkom*. En effet pour eux, commentait-il, toute ouverture d'église était ressentie comme une défaite : c'était battre en retraite devant l'idéologie ennemie. Depuis 1975, la décision d'enregistrement était confiée au Conseil aux affaires religieuses après examen du dossier par les autorités de la région. Si, formellement, le dernier mot revenait au Conseil, l'avis des instances locales était décisif. Néanmoins,

17. Denissenko dans le monde. Celui-ci a, par la suite, pris la tête d'une Église qui s'est séparée du patriarcat de Moscou sous le nom d'Église orthodoxe d'Ukraine – Patriarcat de Kiev.

18. *Russkaja mysl'* (Paris), 3770, 7 avril 1989.

dans un certain nombre de cas, K. Khartchev a autorisé l'ouverture d'églises en dépit de leur opposition.

À Moscou, K. Khartchev a pu être soutenu par Alexandre Iakovlev, considéré comme le principal inspirateur de la *perestroïka*, lorsque celui-ci dirigeait le Département de la propagande du Comité central. Lors de la préparation de la loi, il eut l'aide de Valéri Legostaev, conseiller (*pomoshčnik*) de E. Ligatchev et qui, depuis la chute de l'URSS, s'attache à défendre la mémoire de son ancien chef et à critiquer M. Gorbatchev.

Par la suite, il n'a pas tardé à entrer en conflit avec les différents responsables du Département de la propagande et du Département idéologique du Comité central : Iou. Skliarov, A. Kapto, A. Degtiarev. Ce dernier, alors premier vice-président du Département idéologique du Comité central, réagit même à l'interview en répondant violemment¹⁹. Dans ce département, selon K. Khartchev, deux ou trois personnes s'occupaient alors des questions religieuses et c'étaient elles qui, pour l'essentiel, déterminaient la position des dirigeants en ce domaine.

Quand elles ont compris qu'au Conseil aux affaires religieuses nous inclinions à considérer que l'Église et le socialisme étaient compatibles, nous avons entièrement cessé de nous comprendre. En effet toute leur activité pratique, toutes leurs thèses, tous leurs articles, leurs livres étaient pénétrés de l'idée inverse²⁰.

Et voici que la *perestroïka* prenait un tout autre cap. Il leur aurait fallu reconnaître que, sous l'empire des circonstances, elles s'étaient trompées toute leur vie. Elles ont préféré camper sur leurs positions.

K. Khartchev a également suscité une vive hostilité de la part de Vadim Medvedev, proche collaborateur de M. Gorbatchev, qui est entré au Politburo en 1988 et a pris la tête de la Commission idéologique du Comité central formée la même année.

Dans ses diverses interviews, K. Khartchev n'a pas manqué de parler de ses relations avec le KGB, les « voisins » comme on les surnommait au Conseil aux Affaires religieuses. Le rôle et les méthodes du KGB dans les répressions anti-religieuses sont bien connus par ailleurs, ce qu'il confirme, tout en affirmant que certaines décisions favorables à l'Église n'ont pu être mises en œuvre sans le

19. Aleksandr Degtjarev, « Neobxodimoe pojasnenie k "tret'emu razgovoru" » [Une explication indispensable au sujet du "troisième entretien"], *Ogonëk*, 48, octobre 1989, p. 28-29.

20. « Tretij razgovor ... », art. cit.

concours du KGB, comme, par exemple, l'importation de Bibles lors du millénaire. Il affirme avoir entretenu de bonnes relations avec Filipp Bobkov, qui était alors premier adjoint du chef du KGB après avoir dirigé la Cinquième Direction créée en 1967 par Andropov pour lutter contre les « diversions idéologiques ». Au contraire, il était, dit-il, dans les plus mauvais termes avec V. Timochevski, directeur du Département N°4, chargé des organisations religieuses au sein de la Cinquième Direction. Mais il s'avère que, finalement, ses relations avec Bobkov aussi se sont dégradées et que celui-ci a contribué à son limogeage.

Au sein du Conseil aux affaires religieuses, ses méthodes de travail et la voie qu'il empruntait, marquant un tournant radical dans la politique suivie par le Conseil, ne pouvaient manquer de susciter des oppositions. Un de ses adjoints a adressé au Département de la propagande du Comité central un rapport contre les « erreurs » de son chef, toutefois resté sans suite. Comme il a été dit, en Russie, Ukraine et Arménie²¹, les fonctions du Conseil étaient doublées par un Conseil dont la juridiction s'exerçait au niveau de chacune de ces républiques, ce qui ne manquait pas de créer des conflits de compétences qui ont donné lieu à un conflit ouvert, d'abord avec le président du Conseil aux affaires religieuses près le Conseil des ministres de la République soviétique socialiste d'Ukraine, Nikolai Kolesnik, puis avec celui du Conseil aux affaires religieuses près le conseil des ministres de la République soviétique fédérative socialiste de Russie, Léonid Kolesnikov. Il est à noter que ce dernier conseil n'a été institué qu'en 1986. N'avait-ce pas été une tentative visant à contenir l'ardeur de K. Khartchev ? L. Kolesnikov rédigea à son tour des rapports contre K. Khartchev.

Enfin, K. Khartchev a évoqué à plusieurs reprises ses relations avec la hiérarchie orthodoxe. Les relations entre les présidents du Conseil aux affaires religieuses et la hiérarchie orthodoxe ont toujours été marquées d'ambiguïté. Le Président du Conseil aux affaires religieuses était pratiquement le seul lien de la hiérarchie avec le monde civil. Les patriarches et les prédécesseurs de K. Khartchev étaient en contact permanent. Il en naissait inévitablement une forme d'intimité pouvant tourner au syndrome de Stockholm – l'otage finit par s'attacher à son geôlier –, et même à celui de Lima – le geôlier s'attache à son otage. Il semble néan-

21. Pour plus de précision, en Arménie, il s'agissait du Conseil aux affaires de l'Église arménienne auprès du Conseil des ministres de la République soviétique socialiste d'Arménie. Khartchev n'en a pas parlé dans ses interviews.

moins qu'entre K. Khartchev et le patriarche Pimène se soit nouée une confiance sincère à travers l'entourage immédiat de ce dernier : les trois frères Sokolov, tous prêtres, l'un son domestique (*kelejnik*), les autres secrétaires (*referent*). C'est manifestement dans le contexte de cette amitié que K. Khartchev s'est fait baptiser par le père Fiodor Sokolov, sans le cacher, affirme-t-il. Sans l'afficher non plus, peut-on penser. À ce moment-là, dans les fonctions qu'il occupait, la démarche n'était pas anodine, car n'était pas encore venu le temps de ceux que l'on appellera les « porte-cierges », à savoir les hommes politiques et hauts fonctionnaires se faisant photographier et filmer dans les églises un cierge à la main et se signant démonstrativement. Si le fait n'était pas authentique, il est difficile d'imaginer qu'il puisse être rapporté dans le recueil de souvenirs consacrés au père Fiodor Sokolov, après la mort de ce dernier. Et K. Khartchev m'a d'ailleurs confirmé oralement le fait.

Ce faisant, dans l'interview qu'il a accordée juste après son limogeage, il a affirmé qu'il restait un matérialiste convaincu. Certes, il était en attente d'un nouveau poste²²...

Pour montrer à l'opinion un signe de respect à l'égard du Patriarche, K. Khartchev a eu l'idée de faire mettre à sa disposition une ZIL, une de ces grosses limousines noires réservées aux membres du Politburo.

C'était un acte politique [...]. Parmi les symboles du pouvoir soviétique, cette voiture n'était associée qu'au pouvoir suprême dans le pays. En se déplaçant triomphalement à travers la ville dans cette voiture, le Patriarche montrait au peuple que le pouvoir reconnaissait son autorité en le mettant au même rang que les membres du Politburo : désormais, la religion n'était plus l'opium du peuple et la fréquentation des églises n'entraînait plus de conséquences tragiques²³.

Cela doit se comprendre dans le contexte de l'époque après soixante-dix ans de politique antireligieuse pendant lesquelles, de diverses manières, l'Église avait toujours été humiliée. C'était en effet une façon de manifester le changement de politique. Aujourd'hui, bien entendu, on le percevrait différemment, comme un signe de collusion entre l'Église et l'État. Ce qui ajoute du piquant à

22. Après son limogeage, Khartchev a été nommé ambassadeur auprès des Émirats arabes unis (1990-1992), puis a été conseiller principal au ministère des Affaires étrangères (1993-1998) et professeur à l'Académie de justice de Russie.

23. Konstantin Mihajlovič Xarčev, in *Dar ljubvi...*, *op. cit.*

la chose, c'est que cette voiture était utilisée auparavant par le chef du KGB (qui en avait reçu une neuve), et qu'il avait fallu la débarrasser de tout son « appareillage kagébique ».

K. Khartchev n'a pas établi de relations aussi étroites avec les autres membres du Saint-Synode de sorte que, lorsque le Patriarche Pimène est tombé gravement malade, il n'a plus eu la même connivence avec les responsables du patriarcat. Et, finalement, c'est à la suite d'une intervention du Saint-Synode qu'il a été limogé. En effet, une délégation est allée se plaindre de K. Khartchev au Soviet suprême, où elle a été reçue par Anatoli Loukianov, alors premier vice-président du Præsidium du Soviet suprême de l'URSS, tandis que M. Gorbatchev en était le président, cumulant cette fonction avec celle de chef du Parti. Dans l'interview qu'il a donnée juste après son éviction, K. Khartchev a cherché à expliquer les motivations des hiérarques, mais, par la suite, il a clairement laissé entendre que leur démarche avait été téléguidée précisément par le KGB en la personne de F. Bobkov, vraisemblablement à l'instigation de Vadim Medvedev. On imagine mal la hiérarchie orthodoxe prendre une telle initiative de son propre chef. Il fallait qu'elle y ait été poussée par une autorité supérieure à celle de K. Khartchev recourant à des pressions, voire au chantage. Les membres du Saint-Synode pouvaient être déconcertés par le comportement de ce nouveau président du Conseil aux affaires religieuses, se demander ce que cachait réellement sa volonté affichée d'aider l'Église, être irrités par son autoritarisme, son impulsivité, la multiplication de ses initiatives, son caractère direct confinant à la grossièreté. Mais, surtout, ils devaient avoir très bien compris que sa position était menacée et qu'ils risquaient d'être entraînés dans sa chute. Ils connaissaient d'expérience les revirements des autorités soviétiques à l'égard de l'Église. De la part des adversaires du changement de politique en matière religieuse, la manœuvre était habile : ce n'étaient pas eux qui demandaient la mise à l'écart de K. Khartchev, ce qui aurait pu faire débat dans les instances du parti. Évidemment, cet épisode n'a pu susciter que rancœur chez K. Khartchev, qui pensait avoir tant fait pour améliorer le sort de l'Église orthodoxe et l'on ne manque pas d'être étonné par les propos que tiendra sur la hiérarchie un homme qui avait été à la tête de l'organisme chargé de la museler : il lui reprochera notamment sa passivité dans la défense des droits des fidèles et sa soumission au KGB. Il se plaindra notamment que le contenu des entretiens qu'il avait en privé avec certains hiérarques était aussitôt porté à la connaissance du KGB. Il conclura que dans une société sans spiritualité,

il est extrêmement difficile au sommet de l'Église de conserver sa santé morale. Vingt ans après l'effondrement de l'URSS, il restait extrêmement sévère à l'égard de la hiérarchie orthodoxe, qu'il jugeait entièrement tenue par le pouvoir. Tout en se disant orthodoxe, il avait beaucoup de considération pour les protestants et le protestantisme, attendait que l'Église orthodoxe se réforme et qu'en son sein survienne un jour un Luther...

On discute aujourd'hui du rôle réel joué par K. Khartchev dans le changement de politique en matière religieuse. Le Conseil aux affaires religieuses disposait d'un pouvoir somme toute limité, mais il en a manifestement utilisé les ressources pour mettre en œuvre de nouvelles pratiques à un moment où la *perestroïka* n'avait pas encore pris son essor et où les questions religieuses ne faisaient pas partie de l'agenda. Certains affirment qu'il s'en est attribué un mérite considérablement exagéré. Il est clair que ce retour du religieux dans l'espace public ne peut être dû à un seul homme, ni même, d'ailleurs, à la seule équipe dirigeante. De même que l'on ne peut imputer la réunification de l'Allemagne à Günter Schabowski, membre du Bureau politique du Parti en RDA, pour avoir annoncé trop précipitamment, le 9 novembre 1989, que les Allemands de l'Est seraient bientôt autorisés à voyager. On connaît la suite : les Berlinoises de l'Est se sont précipités aux points de passage, les policiers débordés ont ouvert les barrières et le processus n'a plus pu s'arrêter. En l'occurrence, K. Khartchev n'a commis aucune bétise à l'instar de Schabowski. C'est très consciemment qu'il a tout fait pour que M. Gorbatchev reçoive les membres du Saint-Synode et que les autorités politiques prennent part à la célébration du millénaire. Comme à Berlin, les vannes se sont ouvertes, le flot s'y est engouffré et n'a plus pu être contenu.

Qu'est-ce qui a donc pu motiver Khartchev ? Ignorant manifestement tout de la question religieuse lorsqu'il a pris son poste, il a dû découvrir que la réalité en ce domaine était bien différente de la représentation qu'il pouvait en avoir à travers la propagande soviétique. Andropov lui-même, venant de succéder à Brejnev au poste de Secrétaire général du Parti communiste après avoir dirigé pendant vingt ans le KGB, à savoir l'organe en principe le mieux informé du pays n'avait-il pas déclaré :

Pour parler franchement, nous ne connaissons pas aussi bien que nous le devrions la société dans laquelle nous vivons et travaillons. [...] C'est pourquoi nous sommes obligés d'agir pour ainsi dire de

manière empirique, par la méthode tout à fait non rationnelle des essais et des erreurs²⁴. (Plenum du Comité central de juin 1983)

K. Khartchev a pu se faire une idée de l'état de la religiosité dans le pays à travers les informations collectées dans les dossiers du Conseil et les plaintes adressées par les croyants pour constater, comme il l'a déclaré dans sa conférence à l'École supérieure du Parti, que la « religion entrainait dans le socialisme comme sur des rails ».

Il a confié à A. Nejny combien l'expérience nouvelle qui avait été la sienne dans ses nouvelles fonctions l'avait influencé.

Je suis tissé de la chair même de l'appareil, mais, de manière peut-être inattendue pour moi-même, j'ai subi une certaine métamorphose, j'ai modifié mes façons de voir, révisé certains principes qui me paraissaient intangibles. [...] Après avoir rencontré les croyants, avoir pris connaissance de leurs besoins et vu la situation réelle de l'Église, j'ai été amené à prendre conscience de la nécessité de changements substantiels. Si l'idée de Dieu aide les hommes à vivre dans ce monde difficile et complexe, personne n'a le droit de les priver de cette gorgée vivifiante d'oxygène. À propos, la gorgée d'oxygène pour la créature opprimée, c'est aussi chez Marx. On dit qu'il ne peut y avoir chez nous d'individus opprimés. Il n'en est rien ! Et l'oppression la plus terrible est peut-être l'oppression spirituelle : quand on ne permet pas à l'homme de croire en ses idéaux, quand on lui enlève ce qu'il a de plus sacré, quand il peut être persécuté alors qu'il est citoyen soviétique, uniquement parce qu'il est croyant.

Il a aussi raconté le choc qu'il avait éprouvé lorsqu'il avait découvert la lettre secrète de Lénine aux membres du Politburo du 19 mars 1922 appelant à écraser la résistance du clergé « avec une cruauté telle qu'il ne l'oublie pas pendant plusieurs décennies²⁵ ».

Ce « retournement » ne s'est sans doute pas produit immédiatement et a été favorisé par les circonstances. On peut être à peu près certain que, sans la libéralisation liée à la *perestroïka*, il n'aurait jamais eu lieu. C'est ce qui a permis à A. Degtiarev²⁶ de taxer

24. *Materialy plenuma Central'nogo komiteta KPSS 14-15 ijunja 1983 goda* [Matériaux du plenum du Comité Central du PCUS des 14-15 juin 1983], M., Politizdat, 1984.

25. Première publication dans *Vestnik russkogo studenčeskogo xristianskogo dvizenija*, Paris, 1970, 98, p. 54-57.

26. Aleksandr Degtiarev, « Neobxodimoe pojasnenie ... », art. cit.

K. Khartchev d'opportunisme et de l'accuser d'avoir voulu se placer à la pointe d'un mouvement déjà en marche. Un tel reproche peut certainement être adressé à de nombreux promoteurs et acteurs de la *perestroïka* qui avaient jusqu'alors fidèlement servi le régime. On ne saurait toutefois exclure de leur comportement une part de sincérité : s'ils étaient les privilégiés du système, ils souffraient également de ses pesanteurs. Ce faisant, les premières initiatives de K. Khartchev en faveur d'un assouplissement des mesures prises à l'égard des croyants sont intervenues à un moment où l'issue de la politique inaugurée par la *perestroïka* n'était nullement certaine. Son limogeage a d'ailleurs montré qu'elles n'étaient pas sans risque pour sa carrière. Il n'était certainement pas dénué d'ambition. Sans doute a-t-il été imprudent et a-t-il surestimé ses pouvoirs : ceux que lui donnait sa fonction de président du Conseil aux affaires religieuses n'étaient pas à la mesure de l'influence qu'il a manifestement voulu exercer. Peut-être a-t-il pris délibérément le risque de tenter de forcer le cours des événements. On pourrait, dans une certaine mesure, reprendre la formule d'A. Nejny selon laquelle il a su conserver un « cœur vivant²⁷ ».

Partiellement dégagé, dans le contexte de la *perestroïka*, des contraintes politiques et idéologiques qui s'étaient forcément imposées à lui auparavant et confronté à des réalités qu'il ignorait jusqu'alors, il a fait preuve de réalisme et d'humanité.

Dans l'interview qu'il a donnée en 2008, il a fait une démarche assez rare qui mérite d'être relevée :

Je saisis l'occasion de m'adresser, par l'intermédiaire de votre journal, à tous les croyants qui ont vécu les années du pouvoir soviétique. Au nom de tous les collaborateurs du Conseil aux affaires religieuses près le Conseil des ministres de l'URSS, de tous mes prédécesseurs au poste de président, je voudrais leur demander pardon de ce que le pouvoir précédent a été le plus souvent injuste envers eux ; de ce qu'il a restreint leur vie religieuse et a causé de grandes souffrances à nombre d'entre eux. Je me réjouis aujourd'hui avec eux que cela soit du passé et, encore plus, je me réjouis que mes collaborateurs et moi ayons fait ce que nous pouvions pour faire venir plus vite les temps actuels²⁸.

Son exemple est éclairant, car il nous renseigne sur la psychologie de certains des acteurs de la *perestroïka* : il est permis de penser que d'autres que lui ont subi une évolution personnelle analogue.

27. « Tretij razgovor... », art. cit.

28. Mark Smirnov, « Reformator v kresle... », art. cit.

Au terme de cette expérience politique radicalement nouvelle, ce n'étaient plus exactement les mêmes hommes qu'avant.

Université Paris Nanterre

